

NEWSLETTER INNOVATION

Mouvement
des **Entreprises**
de France 

Newsletter #24 – Septembre 2024

Présence de la French Tech à la REF 2024, résultat : 22 start-ups et près d'une 100^{aine} de rendez-vous business entre ces start-ups et des grands groupes

La French Tech a participé à la Rencontre de Entrepreneurs de France 2024 en tenant un stand dans le cadre du programme « Je choisis la French Tech » dont le Mouvement des Entreprises de France est signataire. Pendant ces deux jours intenses, 22 start-ups de différents secteurs (énergies renouvelables, recrutement, intelligence artificielle, etc.) issues des programmes French Tech Next40/120 et French Tech 2030 ont eu l'opportunité de présenter leurs innovations à un public de décideurs économiques. Le résultat est sans équivoque : près d'une 100^{aine} de rendez-vous d'affaires et de mises en relations qualifiés ont été réalisés, ouvrant la voie à de nouvelles collaborations avec des grands groupes et acteurs publics, tous à la recherche de solutions concrètes pour relever les défis technologiques, numériques et écologiques de demain.

Assistez à notre webinaire sur les financements européens en soutien à l'innovation (Horizon Europe) : Le 08/10/2024 à 14h30 inscription [ici](#)

L'objectif de ce webinaire est de présenter les différents dispositifs mis en place dans le cadre du programme européen pour la recherche et l'innovation appelé Horizon Europe. Ce webinaire mettra notamment en avant les instruments tels que l'Eurostars ou encore ceux de l'EIC (conseil européen de l'innovation) et ses 3 principaux dispositifs : Pathfinder, Transition et Accelerator. Que ce soit un projet collaboratif ou non, il existe de nombreux dispositifs quel que soit le stade de développement technologie (TRL) de votre projet.

Aides aux entreprises : le rapport qui pointe un gisement d'économies entre 3 et 10 milliards d'euros dont 450 millions portant sur le CIR Plus d'informations [ici](#). Rapport de l'IGF disponible [ici](#)

L'Inspection générale des finances s'est penchée sur le maquis des aides publiques aux entreprises. Après en avoir analysé un petit quart, elle estime possible de récupérer 3 milliards d'euros en coupant dans ces subventions et aides fiscales, et 7 milliards supplémentaires en touchant aux taux réduits de TVA dont profitent certains secteurs. « **Arrêter de financer les missions d'accompagnement des entreprises par les chambres de commerce (CCI), les chambres de métiers (CMA) et la BPI ferait par exemple économiser 800 millions d'euros.** L'IGF propose également un resserrement du crédit impôt recherche (CIR) - dont le coût d'environ 6 milliards d'euros par an en fait la première des niches fiscales et l'objet de critiques récurrentes. Le rapport estime qu'en « supprimant le dispositif des jeunes docteurs, en resserrant la liste des activités éligibles [...] et en réduisant le taux forfaitaire des frais de fonctionnement de 43 % à 40 % », **il serait possible de diminuer la facture du CIR de 450 millions d'euros.** » Pour rappel, voici la [position du MEDEF sur le CIR](#).

Le choix de la croissance : le Medef souscrit aux propositions du rapport Draghi et appelle à leurs mises en œuvre rapides Plus d'informations [ici](#)

Ce rapport fait la part belle à l'innovation et plusieurs propositions sont sur la table comme : Doubler le budget du prochain programme-cadre pour la recherche et l'innovation pour le porter à 200 milliards d'euros sur 7 ans. Instaurer un nouveau statut « d'entreprises européenne innovante », développer le capital-risque au sein de l'UE. Créer une agence européenne pour l'innovation de rupture similaire à la DARPA américaine.

Publication de la position de l'ANRT concernant le prochain programme européen FP10 Plus d'informations [ici](#)

L'ANRT adresse 36 recommandations pour le 10e Programme-Cadre Européen parmi lesquelles : Renforcer le pilier 2 pour garantir une coopération public/privée ambitieuse ; Concevoir une nouvelle approche des infrastructures de recherche et technologiques ; Allouer un budget ambitieux pour relever les défis mondiaux et garantir la compétitivité européenne ; Maintenir des partenariats stratégiques responsables avec les pays tiers et exploiter en premier les résultats de la recherche en Europe ; Renforcer la flexibilité pour adapter le programme aux priorités émergentes ; Faciliter l'accès aux laboratoires et entreprises, encourager la coordination des projets ; Couvrir toute l'échelle TRL pour assurer la transition de la recherche vers l'industrie ; Accorder une plus grande portée aux missions en les retirant du PCRI pour qu'elles deviennent des « missions européennes » ; Assurer la transparence et l'accessibilité pour tous les acteurs dans les partenariats ; Garantir la continuité des règles de participation, améliorer la mise en œuvre des lump sum, supprimer l'évaluation à l'aveugle ; Harmoniser les règles et la cohérence entre les programmes européens

La Suède a publié sa position concernant le FP10 Plus d'informations [ici](#)

Les mots clés à retenir de la position suédoise sont : maximiser l'efficacité budgétaire. Soutenir la recherche fondamentale en apportant un soutien fort et ciblé au Conseil européen de la recherche (CER) et au programme Marie Conseil européen de la recherche (CER) et aux actions Marie Skłodowska-Curie (MSCA). Maintenir et renforcer l'accent mis sur les défis sociétaux par l'intermédiaire du pilier II et créer de la recherche fondamentale à l'innovation. Se concentrer sur la recherche et l'innovation. Soutenir les bonnes pratiques en matière de recherche. Avoir plus de parité dans la recherche. Concevoir le programme de manière à encourager les États membres à investir au moins 3% du PIB dans la recherche et l'innovation par le biais d'incitations ciblées et d'une planification stratégique pour atteindre les objectifs à court et à long terme. Synergies entre la recherche civile et la recherche en matière de défense. Renforcer la sécurité de la recherche. Mettre en œuvre des lignes directrices et un soutien pour identifier, évaluer et gérer les risques de sécurité dans les collaborations internationales afin d'éviter que les activités et les connaissances protégées des universités ne tombent entre de mauvaises mains. La position française est attendue dans les prochaines semaines.

Brevet unitaire européen : toutes les entreprises doivent-elles s'en emparer ? | Entrepreneurs Plus d'informations [ici](#)

Un an après sa mise en place, le brevet unitaire européen a déjà été délivré 35.000 fois. Depuis ce 1^{er} septembre 2024, le nouveau système couvre 18 pays de l'Union européenne. L'intégration européenne avance y compris dans le domaine de la propriété industrielle. Un peu plus d'un an après sa mise en place, le 1^{er} juin 2023, le brevet unitaire européen a été délivré à 34.767 reprises (*). Et un bon tiers des déposants de l'UE (35,5%) sont des PME ou des inventeurs individuels, selon l'Office européen des brevets (OEB).

Le palmarès régional des déposants de brevets à l'INPI en 2023 Plus d'informations [ici](#)

Le palmarès régional 2023 (publié en septembre 2024) des principaux déposants de brevets à l'INPI dévoile les acteurs économiques qui contribuent à l'innovation des régions françaises. Pour la 2^{ème} année consécutive, un focus PME et ETI vient compléter les douze classements régionaux figurant dans l'étude.

La France, 3^{ème} pays pour les dépôts de brevets issus de la recherche publique selon le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur Plus d'informations [ici](#)

La France est le 6^{ème} pays déposant pour le total des brevets, mais le 3^{ème} pour les dépôts issus de la recherche publique uniquement (1326), derrière les Etats-Unis (3335) et l'Allemagne (1522). La France présente ainsi un taux élevé de brevets issus de la recherche publique : à 14%, c'est le taux le plus élevé parmi les 10 premiers pays déposants à l'OEB. Parmi les 20 premiers déposants, la Belgique et l'Espagne présentent des parts de la recherche publique plus élevées, mais pour des nombres de brevets sensiblement plus faibles. De plus, la France présente une part élevée de co-dépôts entre la recherche publique et la recherche privée. A 3,6%, c'est la part la plus élevée des 10 premiers pays déposants, le Japon venant ensuite avec 2,6%. Parmi les 20 premiers déposants, seule l'Espagne présente une part supérieure à la France, à 3,9%.

Ursula von der Leyen imagine une « task force pour les start-up »

Celle-ci apparaît brièvement, et sans plus de détails, dans la [lettre de mission](#) de la commissaire aux Start-up et à l'Innovation, Ekaterina Zakhariyeva, aux côtés des autres départements de l'administration européenne qui seront sous sa responsabilité (DG RTD et JRC, le centre de recherche conjoint). Pour rappel, Ekaterina Zakhariyeva est chargée de développer une « loi européenne sur l'innovation » ayant pour but de « rationaliser notre cadre réglementaire, de faciliter l'accès au capital-risque pour les startups et les scale-up européennes », ainsi qu'une stratégie globale pour ces entreprises. La nature et la composition de cette task force (experts externes ou regroupement ad hoc d'unités d'autres directions générales) sont encore imprécises. De manière générale, « on aura plus de clarté sur les nouveaux changements administratifs au moment du premier collège », explique-t-on à la Commission. Ce dernier aura lieu après la validation de l'ensemble des commissaires par le Parlement, à l'automne.

Start-up : l'Europe peine encore à faire émerger des champions Plus d'informations [ici](#)

La French Tech a son indice phare, le Next40. Et l'Europe ? Pour la deuxième année d'affilée, France Digitale et 32 organisations de start-up issues de 20 pays européens dévoilent la deuxième édition du Leading European Tech Scaleups (LETS), une cartographie des champions européens de la tech. Au total, 251 entreprises ont été identifiées, contre 135 l'année précédente. Parmi les critères : réaliser au moins 1 million d'euros de chiffre d'affaires en dehors de leur marché domestique. La France est le pays le mieux représenté avec 82 entreprises, suivie par les Pays-Bas (41) et le Royaume-Uni (36).

French Tech : les faillites de start-up ont explosé ces 18 derniers mois Plus d'informations [ici](#)

5,6% des start-up matures ont mis la clé sous la porte depuis 2023 et le phénomène continue à la mi-2024, conséquence de la crise du financement qui a frappé la tech mondiale. Un record de faillites est à prévoir cette année. Mais cette situation n'empêche pas l'écosystème tech de continuer à croître.

Baromètre 2024 sur la performance économique et sociale des startups et fonds de capital-risque français réalisé par France Digitale et EY. Plus d'informations [ici](#)

Chaque année, France Digitale s'associe à EY pour publier son baromètre annuel sur la performance économique et sociale des startups. Nouveauté cette année, notre baromètre intègre aussi la performance des fonds de capital-risque français. Cette étude a été réalisée auprès de 500 startups et 40 VCs). En résumé, oui, il y a un ralentissement général des levées de fonds et un contexte d'instabilité politique... mais malgré tout une bonne résistance (+3 500 startups en 12 mois, un CA en hausse 27 %, 40% du CA réalisé en moyenne à l'étranger donc un rayonnement international qui se développe...).

UE - Les start-up s'engouffrent aussi dans le sillon de la compétitivité Plus d'informations [ici](#)

Les start-up tech demandent d'harmoniser le marché intérieur en faveur de la tech européenne, de préserver les jeunes pousses dans la régulation (en particulier de l'IA), d'enfin faire aboutir l'union des marchés de capitaux ou encore de mieux cibler les [règles à venir](#), dans [leurs neuf recommandations](#) publiées le 12 septembre. Elles sont, entre autres, signées par [Allied for Startups](#), l'European Tech Alliance, Ecommerce Europe et France Digitale. [Le rapport de Mario Draghi](#) a lancé une nouvelle vague de manifestes de lobbys [et de PDG](#), avec leurs propres solutions clés en main pour la compétitivité européenne.

Connaissez-vous Fundtruck ? Il s'agit d'un concours bi-national en France et en Belgique qui vise à sourcer les futurs champions et de la tech et de l'innovation. Plus d'information [ici](#)

Depuis 2015, le Fundtruck a parcouru plus de 40 villes, en France et en Belgique, et a permis de découvrir plus de 430 projets à travers ces deux pays. Quelques belles réussites sont montées à bord du camion comme Lunii, Shopopop, Phenix, Axioma, Deepki... et bien d'autres ! Pour les aider, se sont mobilisés des centaines de jurys dont plus de 30 fonds nationaux tels que 50 Partners, Be Angels, Breega, Daphni, Elaia, Go Capital, Make Sense, Omnes Capital, Ring Capital, XAnge... Pour cette 10^{ème} édition, La Mission French Tech et Maddyness deviennent co-organisateurs de l'événement et s'allient pour renforcer leur engagement commun auprès des meilleures startups. **Madyness est à la recherche d'entrepreneurs afin de participer à leur jury, n'hésitez pas à les contacter si cela vous intéresse !**

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche vient de publier le guide 2024 sur le CIR (Crédit d'Impôt Recherche). Plus d'informations [ici](#)

Le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a mis en ligne la nouvelle version du guide du crédit d'impôt recherche. Vous pouvez notamment y retrouver sur le site un modèle de fiche descriptive d'opération de R&D ou encore d'aide pour l'élaboration du dossier justificatif des travaux de R&D.

Classement de Shanghai 2024, les universités françaises en progression Plus d'informations [ici](#)

Le classement de Shanghai des meilleures universités mondiales a été publié le 15 août. Paris-Saclay progresse encore cette année et vient se hisser à la 12^{ème} place, ex-aequo avec l'université Cornell. C'est la première fois qu'une université française se place si haut dans le classement. Outre Paris-Saclay, trois autres universités poursuivent leur montée dans le top 100 du classement : PSL (33^{ème}, +8 places), Sorbonne Université (41^{ème}, +5 places) et Paris Cité (60^{ème}, +9 places). Au total, 25 universités françaises se sont distinguées dans le classement, contre 27 en 2023 (Montpellier Business School et l'École des hautes études en sciences sociales ne sont pas dans le classement cette année).

Enseignement supérieur : 430 000 étudiants étrangers en France en 2023-2024 Lire le communiqué de presse de Campus France [ici](#)

En 2023-2024, 430 466 étudiants étrangers étaient inscrits dans l'enseignement supérieur français, ce qui représente une augmentation de 4,5% par rapport à l'année précédente (chiffres du MESR/SIES). Cette année, on observe un regain des mobilités des étudiants en provenance d'Asie-Océanie, après une stagnation l'année précédente. Si tous les types d'établissements ont vu leurs effectifs internationaux augmenter, ce sont les écoles de commerce qui enregistrent la plus forte progression (11%).

Le FrancoTech, Salon des innovations en français Plus d'informations [ici](#)

Les 3 et 4 octobre prochains, en marge du Sommet de Villers-Cotterêts que la France organise conjointement avec l'Organisation Internationale de la Francophonie, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères lance FrancoTech, salon des innovations en français. Le secrétariat général du Sommet de la Francophonie en a confié l'organisation à Business France, en partenariat étroit avec l'Alliance des Patronats Francophones. L'événement, qui contribuera à illustrer le thème du Sommet « Créer, innover et entreprendre en français », se tiendra à Paris, à STATION F, le plus grand campus de startups au monde. Il réunira pour des rencontres d'affaires plus de 1 500 participants du monde francophone de plus de 100 nationalités et de tous les continents. FrancoTech, ce seront aussi plus de 150 exposants, une centaine d'entrepreneurs à la conquête d'un des trois « Grand Prix de l'Innovation FrancoTech 2024 » et une cinquantaine de conférenciers de haut niveau : entrepreneurs, acteurs de la société civile, représentants des collectivités territoriales.

Pour la 10^{ème} année le BIG de Bpifrance se tiendra le 10 octobre prochain sur le thème du progrès. Un lieu de rencontre. Plus d'informations [ici](#)

Ce rendez-vous incontournable revient cette année sous le signe du progrès. Il s'agit d'un lieu de rencontre unique, en effet, l'an dernier ce sont plus de 33 000 mises en relation qui ont été réalisées sur les différents espaces de networking en physique et en digital. Il existe cette année 3 espaces dédiés aux rencontres : la Place des rendez-vous avec plus de 1 200 créneaux disponibles, l'espace Big Connexion et la fonctionnalité de networking dans l'application événement pour pouvoir entrer en contact avec l'ensemble des participants. Porteurs de projets, entrepreneurs, exportateurs...

Présentation des pôles d'innovation scientifique et technologique selon l'édition 2024 de l'Indice mondial de l'innovation : Tokyo Yokohama et Shenzhen Hong Kong Guangzhou en tête du classement ; les économies émergentes progressent Plus d'informations [ici](#)

Selon une publication anticipée de l'[édition 2024 de l'Indice mondial de l'innovation de l'OMPI](#), la Chine et les États-Unis d'Amérique abritent les pôles scientifiques et technologiques les plus importants au monde, et les variations parmi les 100 premiers montrent une croissance particulièrement rapide de l'activité innovante dans certaines économies émergentes.

Retrouvez toutes les newsletters et l'actualité du MEDEF sur les sujets d'innovation sur notre site www.innover-en-france.fr.

Contact : Gérald Kénanian gkenanian@medef.fr